

Comité des affaires sociales  
Assemblée des évêques catholiques du Québec

## FRUITS DE LA TERRE ET DU TRAVAIL HUMAIN

### *Pour un contrat social avec le monde rural*

1. L'agriculture a un rôle à jouer aux plans social, économique, environnemental et culturel. Sa mission de base consiste à développer la fertilité de la terre, nourrir les populations et fournir un revenu équitable aux hommes et aux femmes qui y travaillent. « Le sol est à la source de la vie, il est la richesse de tous, des générations actuelles comme celles de demain. Nous avons le devoir de le protéger »<sup>1</sup>. Au moment où la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec (CAAAQ) vient de déposer son rapport, le Comité des affaires sociales de l'AECQ désire apporter sa réflexion sur la difficile réalité du travail indispensable des producteurs et productrices agricoles au Québec en cette fête des travailleuses et des travailleurs, le 1<sup>er</sup> mai.

### **EFFETS DE L'INDUSTRIALISATION**

2. Avant 1960, l'agriculture était un mode de vie. Les gens vivaient au rythme de la nature, elle leur enseignait le soin et le respect à donner à la terre. Le territoire était occupé par de nombreuses fermes de type familial. En introduisant de nouvelles technologies et méthodes de production, l'industrialisation a apporté d'importants changements au monde rural. À long terme, ces changements ont eu des répercussions sur les cultivateurs, la culture du sol, les élevages, l'environnement, la taille des fermes, la commercialisation des produits agricoles, la désertion des campagnes et l'économie des régions.

3. L'exigence de spécialisation et de productivité destinée à rentabiliser les investissements a joué un rôle sur la diminution d'un nombre important de familles et de fermes de plusieurs rangs de campagne. Elle a favorisé la concentration des entreprises agricoles et

---

<sup>1</sup> Drainville, Gérard, *Espoirs et défis dans le Québec d'aujourd'hui*, Assemblée des évêques du Québec, février 1985.

agroalimentaires. Selon le document de consultation de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la population agricole du Québec ne représente plus que 6,4% de la population rurale qui elle-même représente 19,6 % de la population totale du Québec (Recensement de Statistique Canada, 2001).

### **Influence des politiques agricoles**

4. Les politiques agricoles ont valorisé et encouragé la spécialisation des cultures et des productions animales afin de répondre à la mondialisation des marchés. Ces transformations ont entraîné une concentration des entreprises agricoles dans les régions de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de Beauce-Appalaches. Il s'en est suivi une concentration des emplois en transformation agroalimentaire dans les régions de Montréal et de la Montérégie : de ce fait, les régions périphériques ont continué de subir une dévitalisation de leurs communautés rurales mettant en cause la viabilité de leurs services publics et privés. Comme le notait Jacques Proulx : « Jusqu'à maintenant, les programmes mis en place pour soutenir l'agriculture ont contribué à augmenter davantage la disparité entre les régions plutôt que de favoriser une occupation dynamique dans tout le territoire québécois »<sup>2</sup>.

### **Femmes et agriculture**

5. Dans ce contexte, les femmes tendent à prendre de plus en plus leur place en devenant associées, partenaires ou propriétaires d'une entreprise agricole. Elles luttent pour obtenir une meilleure valorisation de leur profession. Elles portent la préoccupation de la qualité de la vie familiale et réclament la mise en place de programmes d'aide et de soutien financier adaptés à leur mode de vie en agriculture.

### **Relève agricole**

6. Pour les jeunes de la relève, il devient plus en plus complexe de s'établir dans le secteur agricole. Même s'ils ont reçu une formation technique ou universitaire dans le domaine, plusieurs obstacles se pointent devant eux. Tout d'abord, les exigences de la profession qui astreint à travailler 7 jours sur 7, surtout dans les productions animales. De plus, la valeur marchande des fermes ayant considérablement augmenté, il faut une mise de fond substantielle pour acheter une ferme, en transférer la propriété ou s'associer avec les parents. Afin d'avoir accès à une prime à l'établissement agricole, l'aspirant doit aussi répondre à des conditions d'éligibilité parfois difficiles à rencontrer. Certains jeunes retardent leur projet d'établissement pour acquérir des expériences qui les ramèneront à la terre avec une vision différente du modèle d'agriculture à développer.

---

<sup>2</sup> Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec dans son *Discours devant la CAAAQ, le 27 août 2007.*

### **Torts causés à la terre cultivable**

7. L'industrialisation a aussi transformé les machineries agricoles et les façons de travailler la terre afin de répondre aux exigences des productions spécialisées et des marchés. Certaines pratiques ont des effets néfastes sur l'écosystème, l'environnement et à plus long terme sur la santé de tous. On en a un exemple frappant dans la pratique de la monoculture sur de vastes terres agricoles et l'usage excessif de fertilisants chimiques et de pesticides utilisés pour accroître les rendements. Une autre pratique qui s'impose de plus en plus est l'utilisation de semences génétiquement modifiées et brevetées sous le contrôle de multinationales.

### **Usage du sol agricole à d'autres fins**

8. Avec la montée du prix du pétrole, nous voyons apparaître la culture de matières végétales pour produire du bioéthanol afin de répondre à des besoins énergétiques de consommation. Nous perdons aussi de plus en plus de bonnes terres fertiles au profit d'étalements urbains et de projets de construction d'autoroutes et de méga centres d'achats en périphérie des villes. De plus, depuis quelques années, des terres agricoles et des zones boisées de diverses régions du Québec sont envahies par la culture de la marijuana pour le marché de la drogue à l'insu des agriculteurs et agricultrices.

### **Crise agricole**

9. L'agriculture est en crise. Parmi les causes, on peut mentionner l'endettement des fermes, l'instabilité et la libéralisation des marchés, les maladies dans les troupeaux (treiblante du mouton, crise de la vache folle), les changements climatiques, les exigences environnementales, les problèmes de cohabitation avec les citoyens. Il en résulte des conséquences très sérieuses qui conduisent à la perte de la qualité de vie familiale.

### **Détresse psychologique**

10. Durant ce temps, les attentes de la société à l'égard des agriculteurs et agricultrices se sont accrues et complexifiées. L'ensemble de ces facteurs entraîne une détresse psychologique chez un nombre croissant de producteurs et productrices agricoles. Selon une récente enquête, « un répondant sur deux (50,9%) présente un niveau élevé de détresse psychologique contre 20,11% chez l'ensemble des Québécois. Plus d'un agriculteur sur 20 aurait des idées suicidaires comparativement à une personne sur 25 dans la population québécoise »<sup>3</sup>. Serait-il possible de tenir compte de ces facteurs humains aggravants? Des changements structurels s'imposent et c'est un grand défi pour l'agriculture au Québec.

---

<sup>3</sup> LAFLEUR, Ginette et col. *Enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec*, Université de Moncton, 2006, 77pp

## **Souveraineté alimentaire**

11. Par souveraineté alimentaire, « on entend le droit des peuples à définir leur propre politique alimentaire et agricole; à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à éliminer le dumping sur leurs marchés »<sup>4</sup>. Pour atteindre cet objectif, l'agriculture doit contribuer à la sécurité des approvisionnements de produits agricoles et à une offre de qualité pour nourrir la population. Cependant, l'*Union des consommateurs*, tout en affichant sa sympathie à l'égard de la souveraineté alimentaire, croit que « derrière ce concept se cachent des enjeux cruciaux pour l'avenir de l'humanité : la faim, le contrôle de l'agriculture et de l'alimentation par quelques multinationales, de graves menaces à la santé publique et à l'environnement, l'occupation du territoire et la disparition des fermes et finalement, la perte de contrôle des communautés sur leur agriculture et leur alimentation »<sup>5</sup>.

## **PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

12. Un virage s'opère chez quelques agriculteurs et agricultrices pour sortir des impasses provoquées par les exigences de l'agriculture industrielle et par la mondialisation des marchés. Nous sommes témoins de l'émergence d'une agriculture d'exploitation du sol plus écologique fondée sur les écosystèmes. Cette approche de production agricole gère les sols, l'eau, les plantes et les animaux comme les composantes d'un tout fonctionnel.

### **Rapprocher les agriculteurs des consommateurs**

13. Il devient donc impératif de redonner à l'agriculture sa fonction de base première, celle de nourrir les communautés locales et nationales. Pour obtenir les résultats escomptés, il importe de rebâtir la solidarité entre les producteurs et les communautés : seul un véritable lien de confiance permettra une cohabitation qui est indispensable pour assurer la survie de la population rurale; sinon la perte de la matière première aura des conséquences de plus en plus grandes sur la santé de l'ensemble de la population.

### **Initiatives nouvelles**

14. Des personnes immigrantes et un nombre croissant de ménages urbains sont désireux de vivre à la campagne pour profiter de la beauté de la nature. Ils apportent un capital d'investissement qui permet d'explorer de nouvelles productions d'élevage à petite échelle et d'offrir une diversification de produits comme les fromages, les cidres, les vins et les produits

---

<sup>4</sup>« D'abord nourrir notre monde », extrait de la déclaration du 7 septembre 2007, lors d'un sommet qui réunissait les promoteurs de la souveraineté alimentaire.

<sup>5</sup> Union des consommateurs, *Pour une nouvelle vision des politiques en matières agroalimentaire*, Mémoire présenté à la CAAAQ, juin 2007, p.5.

d'élevage. Ces modèles agricoles entraînent la formation de petites coopératives de productions maraîchères et animales et l'implantation de marchés publics régionaux. Ils favorisent le rapprochement des consommateurs avec les producteurs agricoles tout en encourageant le développement d'un réseau local de mise en marché pour les produits du terroir.

### **Acteurs et actrices de changement social**

15. Nous sommes toutes et tous interpellés par les réalités vécues par le monde agricole. Les enjeux sont importants aux niveaux local, régional, national et mondial. L'agriculture est à la base de notre alimentation, elle contribue en plus au développement rural, à l'occupation du territoire et à l'économie des régions. Les marchés mondiaux influencent de plus en plus nos marchés locaux et les multinationales exercent un grand pouvoir sur notre alimentation. Nous avons besoin d'un contrat social *qui liera l'État, les citoyens et les agriculteurs, agricultrices, plutôt que d'être au service d'une industrie. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation doit se réapproprier son pouvoir d'influencer le développement agricole* »<sup>6</sup>. Nos choix de consommation agroalimentaire sont importants pour sauvegarder notre agriculture, assurer une qualité de vie aux personnes qui en vivent, conserver les terres agricoles et protéger l'environnement. Nous sommes invités à devenir des acteurs et des actrices de changement social.

### **Responsabilité citoyenne**

16. Le marché de l'agroalimentaire est devenu mondial, nos aliments voyagent de plus en plus empruntant un long trajet de leur lieu de culture jusqu'à l'assiette. Comme consommateurs et consommatrices nous sommes amenés à réfléchir sur les modes d'opération de toute la chaîne agroalimentaire et à remettre en question nos achats, en intégrant dans nos critères de sélection des aliments, des questions d'ordre environnemental, social, culturel, éthique et politique (*Union des consommateurs*). Tout au cours de l'histoire de l'humanité, les humains ont eu à questionner leurs valeurs, leurs pratiques et leurs relations à l'autre pour leur survie et celle des générations à venir.

### **Faire mémoire**

17. Par le récit de la création, la tradition chrétienne nous enseigne que Dieu a confié à l'homme et à la femme le soin de prendre soin de la terre et de la faire fructifier pour le bien-être de tous les humains. Le projet d'amour de Dieu pour l'ensemble de sa création s'est traduit par une Alliance entre Dieu et les humains lors de la libération du peuple des israélites de l'esclavage en Égypte.

18. Cette Alliance comportait une exigence éthique de solidarité avec la terre et les humains. Elle s'est traduite par l'instauration de trois prescriptions socio-économiques pratiquées lors de

---

<sup>6</sup> Op. cit. Jacques Proulx.

l'année jubilaire qui se célébrait au terme de sept années sabbatiques : le repos de la terre, la libération des esclaves et la remise de la dette. Dieu promettait en retour l'abondance et la sécurité des peuples, soulignant ainsi le rapport entre le soin de l'environnement et le bien-être de l'humanité. *La terre donnera ses fruits. Vous mangerez et serez rassasiés. Vous vivrez confiants sur cette terre.* (Lévitique 25,19).

19. Le Jubilé conviait à l'habitation de la terre plutôt qu'à sa domination. Le Nouveau Testament nous présente à travers les quatre évangiles comment Jésus par sa pratique est venu parfaire cette Alliance de Dieu avec l'humanité. Il a mis la libération des personnes exclues au cœur de son engagement en leur faisant découvrir un Dieu d'amour et de miséricorde à travers ses paraboles, ses guérisons et ses miracles.

20. Le Congrès eucharistique international 2008, qui se tiendra à Québec du 15 au 22 juin, sera l'occasion de rappeler combien le mémorial de la messe nous invite à partager les fruits de la terre et du travail des humains. Nous sommes conviés à poursuivre avec d'autres un engagement solidaire pour la protection de la terre et le bien de l'humanité.



#### **Comité des affaires sociales**

Mgr Gilles Lussier, Mgr Roger Ébacher, Mgr Jean Gagnon, Mgr Pierre-André Fournier, M. Pierre Côté SJ, Mme Andrée Cyr-Desroches, Mme Denise Martel et Mme Rolande Parrot.

---

Avec la collaboration de la Table de pastorale sociale des diocèses du Québec.

**Publication de :** L'Assemblée des évêques catholiques du Québec  
1225, boul. Saint-Joseph Est, Montréal (Québec) H2J 1L7  
Courriel : [aecq@eveques.qc.ca](mailto:aecq@eveques.qc.ca) Site internet : <http://www.eveques.qc.ca>

Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2008  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 978-2-89279-113-6 (version imprimée)  
978-2-89279-114-3 (PDF)  
978-2-89279-115-0 (HTML)